

Balkans : A l'épreuve des grandes puissances

Par Catherine Samary

vendredi le 8 octobre 1999

La crise yougoslave n'est pas le produit d'un « complot » extérieur, contrairement à ce qu'affirme une thèse répandue à Belgrade. Elle n'est pas due non plus à des haines fatales interethniques. Elle est d'abord le résultat de causes socio-économiques et politiques relevant du régime titiste. Mais les facteurs internationaux ont aggravé, voire catalysé la crise. C'est cette articulation interne/externe qu'il faut discuter : y compris dans la question particulière du Kosovo.

La fédération titiste est entrée en crise tout au long de la décennie 1980 d'abord parce qu'elle avait été incapable de résorber les écarts de développement entre régions et d'assurer une démocratie individuelle et collective donnant à l'autogestion sa cohérence.

Il s'agit de questions non résolues qui se posent encore notamment pour la mise en œuvre d'un projet socialiste européen : il faut inventer les formes d'une planification autogestionnaire permettant l'association de régions et pays au niveau de développement inégal, de façon que chacun/e ait le sentiment d'y gagner et de pouvoir contrôler les projets communs. Et il faut aussi inventer les formes d'une démocratie politique pluraliste où se réalisent à la fois une citoyenneté universelle et des droits collectifs (quelles formes de représentation des femmes, des peuples, des travailleurs ?).

Les questions nationales dans l'espace yougoslave comme ailleurs, relèvent à la fois des questions socio-économiques et politiques à résoudre : pour que des peuples différents puissent durablement vivre ensemble, il faut rapprocher le niveau de développement des régions, assurer à chacun/e des droits sociaux égaux ; et, au plan politique au sens large, il faut un consensus sur le statut des langues et les mécanismes de décision pour les divers peuples. Après les pages noires de la 2^{ème} Guerre mondiale, les décennies de paix du régime yougoslave n'ont pas été artificielles : ce sont les gains réels de niveau de vie et de droits (par comparaison avec le passé) qui expliquent fondamentalement cette stabilité relative. Mais la répression des dissidences ou de tout mouvement indépendant (syndical ou politique) a fragilisé l'ensemble. Cette absence de démocratie a perverti les acquis du système hérités d'une lutte antifasciste qui s'était combinée à une politique de développement (distribution des terres, création d'emploi, développement culturel) et de fraternité entre les peuples. Tels avaient été les ingrédients de la victoire du titisme d'abord contre le fascisme puis contre les dictats du Kremlin stalinisé.

Les facteurs internationaux ont puissamment aggravé la fragilité puis la désintégration de la fédération. Les conflits et la rupture avec le Kremlin en 1948 ont brisé les projets initiaux de confédération balkanique (le repli sur le projet yougoslave plaçant les Albanais du Kosovo dans une situation de répression initiale puis de peuple de second rang). Les tensions durables avec l'URSS eurent des conséquences complexes (qu'on ne peut ici traiter). Elles n'allèrent pas jusqu'à une rupture avec le système de parti unique : l'assouplissement du régime se fit dès lors plutôt sentir sur le plan des réformes économiques. Le développement de droits autogestionnaires dans les entreprises (très populaires chez les travailleurs jusqu'à la fin des années 1970) a malheureusement été de pair avec la mise en concurrence de ces entreprises dans des relations de marché : ces mécanismes-là et la répression ont démantelé les solidarités et le potentiel progressiste du système, lui ôtant toute cohérence d'ensemble. L'ouverture sur le marché mondial en a été d'autant plus périlleuse.

Le capitalisme désagrégateur

Se greffèrent là en effet les facteurs internationaux liés au capitalisme environnant et à ses transformations récentes. Ils relèvent à la fois de mécanismes socio-économiques et de choix politiques des grandes puissances. La dette intérieure de 20 milliards de dollars au début de la décennie 1980 incorporait une double série de causes : des causes internes d'échec (gaspillages bureaucratiques, incohérence d'un système autogestionnaire d'autant plus compartimenté que la répression des conflits

avait poussé au « chacun pour soi ») ; mais aussi des facteurs extérieurs qui s'enchaînèrent les uns aux autres. L'ouverture imprudente du système sur le marché mondial dans les années 1960 avait conduit à une dépendance étroite sur des importations notamment de pétrole. La hausse des prix du pétrole dans les années 1970, puis celle des taux d'intérêt au début de la décennie 80 creusèrent une « crise de la dette » qui soumit brutalement le pays aux politiques d'ajustement structurel désastreuses du FMI. La volonté d'adhérer à la Communauté européenne (où s'accroissait un cours libéral radical dans les années 1990) désagrégea davantage encore toutes les solidarités : les régions riches se présentèrent comme les « bons Européens » dignes d'entrer dans l'UE contre les peuples « balkaniques, paresseux et incapables. La Slovénie ne voulait plus payer pour le pauvre Kosovo : de même que la Flandre ne veut plus payer pour la Wallonie. A la fin de la décennie 1980, l'écart de revenu par habitant entre régions allait de 1 à 7. Le chômage était inférieur à 2% en Slovénie, supérieur à 20% au Kosovo où plus de la moitié de la population avait moins de 20 ans (aujourd'hui, 70% de la population Kosovare a moins de 30 ans).

Enfin, la montée des politiques libérales de privatisation dans le contexte de la crise d'ensemble des pays dits socialistes acheva la désagrégation d'ensemble du système après une décennie où des milliers de grèves sont restées atomisées et désarmées face à une hyper-inflation à trois chiffres et une absence d'alternative d'ensemble crédible. Les régions les moins développées (Bosnie, Macédoine) poussaient vers une redéfinition de la fédération redistribuant davantage les richesses : mais les régions les plus riches, Slovénie et Croatie tendaient au contraire vers plus d'indépendance. Au milieu, la Serbie voulait redéfinir la Yougoslavie au bénéfice de la majorité relative serbe : en commençant en 1989 par une reprise en main des provinces autonomes de Vojvodine et du Kosovo. C'était le début d'une remise en cause des équilibres d'ensemble de la Constitution yougoslave dont le ciment socio-économique était d'ores et déjà rongé par la perte de substance de toute autogestion et par les conflits croissants entre les pouvoirs républicains et le « centre ».

On dit parfois que si les grandes puissances, et notamment les gouvernements de l'Union européenne, avaient eu une politique d'aide à la Yougoslavie, afin que celle-ci s'intègre au plus vite dans l'Union, la crise et l'éclatement auraient été évités. Mais avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en 1985, puis avec la chute du mur de Berlin en 1989, la Yougoslavie ne jouait plus un rôle de « dissidence » du « monde communiste ». La crise de ce qui avait pu incarner des éléments d'un socialisme autogestionnaire (d'autant plus attractif dans les années 1960 qu'il avait connu un des plus forts taux de croissance du monde à l'époque) parachevait au contraire une offensive libérale anti-ouvrière : les mécanismes marchands préconisés en Yougoslavie devaient démanteler l'autogestion. Ils devaient aussi creuser les écarts entre régions riches et pauvres comme partout ailleurs dans le monde. Mais, en dehors de l'Allemagne, les gouvernements occidentaux ne souhaitaient pas pour autant l'éclatement de la Yougoslavie.

Derrière la realpolitik.

En fait, les grandes puissances ont été confrontées dans la crise yougoslave et dans son épisode récent au Kosovo à une contradiction majeure entre un objectif de stabilisation de cet espace et le caractère profondément désagrégateur des politiques libérales de privatisation qu'elles y ont propagées.

D'un côté, sur le plan politique, leur objectif principal a été de contenir l'explosion des frontières et des conflits territoriaux, même si les lobbies militaires pouvaient voir dans les guerres locales une source de profits. C'est pourquoi, en dehors de l'Allemagne, les gouvernements occidentaux et le FMI privilégiaient plutôt (jusqu'aux déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie en 1991) une transformation libérale de la Yougoslavie (à l'œuvre à la fin des années 1980) que l'éclatement de celle-ci. La restauration capitaliste a besoin d'un Etat stable. A quel niveau obtenir une telle stabilité ? Il n'y avait pas à cette question-là de réponse « de principe », mais une approche pragmatique. Avant les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie de 1991, deux ensemble de facteurs poussaient les gouvernements occidentaux à préférer le maintien de l'Etat yougoslave : les créanciers et notamment le FMI préféraient avoir à faire avec le pouvoir central pour gérer et obtenir le remboursement de la dette extérieure de 20 milliards de dollars, d'une part ; d'autre part les gouvernements occidentaux préféraient politiquement un Etat fédéral contenant les nationalismes.

Mais le « principe » de préservation des frontières yougoslaves s'est heurté au droit d'autodétermination. Celui-ci était reconnu dans la constitution yougoslave pour les « peuples » slaves constituant la Yougoslavie, mais pas pour les communautés dotées d'un Etat à l'extérieur, comme les Hongrois ou les Albanais. Qu'est-ce qu'un « peuple » ou « nation » dotée du droit d'auto-détermination ? Cette notion avait un sens ethnico-culturel qui se distinguait dans la Constitution yougoslave de celle de citoyenneté : on était citoyen yougoslave, et en même temps on appartenait à un « peuple » ou « nation » serbe, croate, slovène, monténégrin, macédonien : et, depuis les années 1960, « musulman » au sens ethnico-national, en Bosnie. Mais les « peuples » ne se superposaient pas aux républiques.

Dans les années 1990 de crise ouverte et d'éclatement de la fédération, les référendums d'indépendance des républiques ethniquement mélangées (toutes sauf la Slovénie) se sont partout heurtés aux peurs (héritées de traumatismes passés) et au refus massif des communautés minoritaires d'avoir un statut de « minorité » soumis à la nation localement dominante : ce qui était déjà vrai pour les Albanais du Kosovo, s'exprima aussi pour les Albanais en Macédoine, comme pour les Serbes en Croatie ou encore les Bosno-serbes et Bosno-croates. Mais si les Serbes de Croatie étaient considérés comme un des deux « peuples » de cette république, tel n'était pas le cas des Albanais du Kosovo. En 1990 pourtant, Tudjman modifia le statut des Serbes de Croatie, désormais minorité comme les Albanais. Sauf qu'ils prirent les armes et chassèrent leurs voisins croates en autoproclamant la « république de Krajina » - alors que les Albanais du Kosovo, largement majoritaires dans cette province, y résistèrent pacifiquement pendant 10 ans en la proclamant, elle aussi « république ».

La politique des grandes puissances a alors consisté à soutenir l'indépendance des « Etats » (républiques de l'ex-Yougoslavie) remettant en cause la frontière yougoslave, mais en essayant de maintenir les frontières républicaines. Elles se sont donc opposées aux logiques sécessionnistes intérieures à ces républiques : celles des bosno-serbes et des bosno-croates, notamment ; mais aussi celles des Serbes de Croatie. C'est en raison de la crainte d'une fragilisation de la Bosnie et de la Macédoine (où les Albanais revendiquent un statut de peuple) qu'ils ont également enterré la question du Kosovo dans les accords de Dayton.

Sur ce plan ils se sont appuyés sur le régime serbe de Milosevic contre les aspirations des Albanokosovars: ils n'ont pas hésité à soutenir la répression de l'Etat serbe contre l'Armée de libération du Kosovo (UCK) désignée comme « terroriste » moins d'un an à peine avant Rambouillet (de même qu'ils soutiennent la répression des Tchétchènes par le pouvoir russe). La stratégie privilégiée jusqu'à Rambouillet a plutôt été la recherche de compromis entre le chef élu des Albanokosovars, Ibrahim Rugova, Slobodan Milosevic et le gouvernement albanais, bien que la diplomatie américaine ait affiché de longue date qu'elle ne tolérerait pas une répression « excessive » envers le peuple albanais.

« Toute la solution (de la crise yougoslave) depuis 1991 est fondée sur l'inviolabilité des frontières » réaffirmait pendant la conférence de Rambouillet Jiri Dienstbier, rapporteur spécial de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour l'ex-Yougoslavie. « Si ce principe n'est pas maintenu au Kosovo, cela remettra en cause toute la solution » poursuivait l'ancien ministre tchèque des Affaires étrangères, en concluant : « si le Kosovo obtient l'indépendance, c'est à mon avis la voie ouverte à la partition de la Bosnie car nul ne pourra plus l'empêcher ». La crainte que l'indépendance du Kosovo déstabilise l'Albanie, la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine était à l'arrière-plan de cette politique. Mais aucune procédure d'ensemble de gestion de ce conflit explosif à l'échelle où il s'exprimait : balkanique : ne fut mise en place. La question albanaise a été enterrée à Dayton et avec elle, la question des Serbes de la Krajina croate : le silence sur le Kosovo où depuis dix ans la communauté albanaise résistait pacifiquement au joug de Belgrade accompagnait une *real-politik* qui fit aussi silence sur le nettoyage ethnique de 200.000 Serbes dans la Krajina croate au cours de l'été 1995.

Mais cette première logique visant à contenir l'explosion des Balkans a été puissamment contredite par des facteurs socio-économiques et politiques allant en sens inverse.

La course aux privatisations et à l'insertion dans l'UE a été et continue à être un facteur de désagrégation de la fédération : le contrôle de territoires par des Etats définis sur des bases ethniques vise au contrôle des richesses et des devises. La confédéralisation de la Yougoslavie titiste depuis le milieu des années 1960 avait favorisé le développement des bureaucraties nationales et l'association de leurs privilèges à l'accentuation de leurs pouvoirs sur les territoires des républiques et des provinces. La bureaucratie serbe avait ainsi perdu sa position dominante au Kosovo avec l'autonomie de quasi-république que celui-ci avait obtenu dans la constitution de 1974. Le contrôle des mines et de l'appareil institutionnel du Kosovo (massivement albanisé depuis le milieu des années 1960 jusqu'au tournant de 1989), de même que le contrôle de l'accès à la mer au Monténégro ou des terres fertiles de la Vojvodine sont des enjeux stratégiques à l'arrière-plan des conflits constitutionnels et nationaux qui déchirent encore aujourd'hui la République yougoslave.

L'éclatement de la Yougoslavie titiste elle-même (et la remise en cause de ses équilibres institutionnels fragiles) a été aggravé par la politique d'oppression et de répression menée par le régime serbe au Kosovo. Celles-ci ont à leur tour radicalisé les aspirations indépendantistes des Albanokosovars qui, sous des formes pacifiques puis de lutte armée, ont misé sur une internationalisation du conflit : encouragée de fait par les déclarations américaines. Le piétinement de la situation après dix ans de résistance pacifique, a conduit après Dayton à l'émergence de l'UCK dont la stratégie de confrontation armée avec le pouvoir serbe a échappé au contrôle des grandes puissances : voilà ce que Rambouillet aurait voulu contenir.

Les enjeux de Rambouillet

Les gouvernements de l'UE ont pris l'initiative de la conférence de Rambouillet en espérant en obtenir un succès diplomatique équivalent à celui que fut Dayton pour les Etats-Unis : l'enjeu géostratégique premier pour eux était la construction de l'Union européenne au plan politique. Mais les rapports de force politico-militaires sur le terrain après trois ans de guerre confrontant plusieurs armées en Bosnie n'avaient rien à voir avec la situation du Kosovo. Le plan de Rambouillet voulait imposer un compromis : retour à une autonomie substantielle du Kosovo ; mais rejet de l'indépendance. Une force d'interposition internationale devait obtenir le retrait des forces serbes et le désarmement de l'UCK. Le régime serbe a accepté inconditionnellement à l'ouverture de Rambouillet les principes du volet politique parce qu'il excluait l'indépendance, mais il refusait l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

La délégation albanokosovare refusait au contraire l'autonomie (et de se désarmer) : mais était favorable à l'intervention de l'OTAN. Le projet de Rambouillet était à prendre ou à laisser sur une question éminemment conflictuelle et que tous les autres conflits de même nature (de Chypre à la question kurde en passant par le conflit israëlo-palestinien) ont mis des années à ne pas résoudre...

Rambouillet relevait donc d'une diplomatie « aux forceps », dans le but d'obtenir un succès diplomatique en faisant signer, comme à Dayton, un texte contradictoire où chacun espère que le temps jouera dans le sens de « son » interprétation de l'accord : celui-ci était supposé apporter un mieux pour les Kosovars en retournant vers une autonomie supprimée en 1989 par le pouvoir serbe ; et il était supposé acceptable par Belgrade parce qu'il excluait l'indépendance.

Mais le plan prévoyait que le « compromis » s'accompagnerait d'une double démilitarisation (retrait des forces serbes et désarmement de l'UCK) avec une force d'interposition internationale pour en vérifier l'application : les Etats-Unis voulaient que ce soit l'OTAN, mais le projet initial ne le spécifiait pas comme « obligatoire ». Claire Tréan évoque cette diplomatie aux forceps (sans s'en offusquer) dans *Le Monde* du 6 février : « quinze jours pour parvenir à la paix » : « L'idée (sic !) est de fixer un cadre rigide aux négociations, les parties en conflit n'ayant à s'entendre que sur les détails de cette épure (re-sic), qui doit dessiner pour trois ans un statut « d'autonomie substantielle » du Kosovo. 85% du projet qu'on mettra sur la table 91ne sont pas négociables' a déclaré jeudi un responsable américain, ajoutant qu'on ne laisserait aux intéressés 91aucune marge de manœuvre pour décider des aspects fondamentaux' de ce plan (sic). » . La journaliste concluait, sans que cela lui pose trop de problèmes : « Quant aux intéressés eux-mêmes , ils partent de positions diamétralement opposées sur tout (...) le plus difficile restera à venir : obtenir un accord en moins de quinze jours ». Sidérant. Mais vrai.

Le même jour, Le Monde indiquait quel était le but, selon Bill Clinton : « c'est aujourd'hui qu'il faut arrêter le conflit » (6 février : Patrice de Beer). « Arrêter le conflit » et non pas (comme on le dira plus tard), « empêcher l'application d'un plan de nettoyage ethnique ». Quelques mois plus tôt, « arrêter le conflit » passait aux yeux des occidentaux par une négociation entre Milosevic et Rugova et sur une répression par le pouvoir serbe de l'UCK dénoncée comme « terroriste ».

Ce sont les « excès » de la répression serbe qui ont été condamnés régulièrement avec « menaces de frappes aériennes » à l'appui . L'effet de cette « diplomatie préventive » d'un type particulier, a été d'inciter l'UCK à prendre l'offensive (notamment pour que soit rompue la trêve de l'hiver 1998 dans le cours de laquelle s'étaient déployés les observateurs de l'OSCE et où des dizaines de milliers de villageois étaient rentrés chez eux). Les Albanais indépendantistes ne sont pas seulement des victimes. Ils sont des acteurs d'un projet politique : l'indépendance. On peut porter un jugement politique sur la façon dont ils ont mené ce projet à réalisation. Mais non pas l'ignorer alors qu'il était évidemment à la fois effet et cause de la répression serbe que Rambouillet visait à « encadrer ».

Bill Clinton expliquait dans l'article cité (6 février) qu'il s'agissait d'enrayer les engrenages de violence, en obtenant un accord (un compromis, donc). L'article conclut en présentant quels étaient alors, selon Madeleine Albright, les enjeux de Rambouillet « Si le président Milosevic rejette les propositions du Groupe de contact (...) il peut s'attendre à des frappes aériennes. Si les Albanais du Kosovo s'opposent aux progrès à Rambouillet (...) ils ne pourront compter sur l'OTAN et la communauté internationale pour venir leur porter secours. Si les deux parties parviennent à un accord, il nous faudra concentrer nos efforts pour assurer son succès ». Pas un mot sur la fatalité d'un plan de nettoyage ethnique dans tout cela. Et une seule dissymétrie de traitement : on ne peut menacer de bombarder... l'UCK.

Face au rejet du plan par les deux parties, la diplomatie américaine avec l'accord des gouvernements européens s'est emparée du dossier (et de l'UCK dont les jeunes cadres ont été soudainement valorisés). L'objectif politique a été d'obtenir la signature des Albanokosovars et la rupture avec Belgrade dont les responsabilités dans la remise en cause de l'autonomie du Kosovo était avérées (il fallait une « légitimation morale » de la guerre). D'où les promesses orales de vote d'autodétermination dans les trois ans et l'intransigeance sur l'OTAN (annexe B du plan).

Le bombardement de Belgrade a donc été initialement motivé par le refus de signer l'accord. Il a été jugé politiquement moins grave que l'échec diplomatique pour les gouvernements européens et américain ; et aux yeux des Etats-Unis il comportait des avantages géostratégiques majeurs. Mais les uns et les autres ne se sont engagés dans cette aventure que parce qu'elle était prévue pour ne pas durer : loin d'identifier alors Milosevic à Hitler, on insistait au contraire dans les diplomaties sur le fait que le dirigeant yougoslave avait renoncé aux projets de Grande Serbie en Croatie et en Bosnie et qu'il serait donc prêt à renoncer au Kosovo en se présentant comme le sauveur de son peuple, contre une guerre de l'OTAN.

Il est difficile de connaître la part du cynisme ou d'engrenages non maîtrisés (voire d'un projet ultime et inavouable de division ethnique du Kosovo) dans cette guerre et ses « bavures ». C'est en tout cas la peur d'une déstabilisation des Balkans (soit par l'indépendance du Kosovo, soit par une répression serbe « excessive ») qui est la question politique initiale sur laquelle se sont greffés des enjeux géostratégiques.

Les Etats-Unis ont exploité l'impasse de Rambouillet pour poursuivre des objectifs majeurs : légitimer une guerre de l'OTAN sans passer par l'ONU : c'est-à-dire accentuer en pratique les pleins pouvoirs de décision des Etats-Unis ; redéfinir l'OTAN comme force d'intervention vers l'est et le sud : consolider les bases de l'OTAN en Albanie et dans les Balkans en général ; accentuer la définition de la politique dite de sécurité européenne dans le cadre de l'Alliance atlantique : au détriment de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Pour les gouvernements de l'UE, il s'agissait de « construire » l'Europe politique : et donc d'éviter un échec absolu de leur politique extérieure « commune ». De son côté le pouvoir serbe a cherché à exploiter les bombardements de l'OTAN sur plusieurs plans :

* Profiter de l'état de guerre et d'agression pour museler son opposition, et éventuellement lancer une offensive militaire pour le contrôle du Monténégro : le risque d'un coup d'Etat demeure d'ailleurs entier de ce côté ;

* Lancer au Kosovo l'armée et les forces para-militaires de son parti et de ses alliés d'extrême - droite dans une opération de nettoyage ethnique massive visant sans doute plusieurs objectifs plus ou moins combinés, offrant des « issues » alternatives au conflit : a) soit un partage ethnique du Kosovo (en s'efforçant d'associer aux monastères les riches mines du nord dans la partie rattachée à la Serbie), b) soit une autonomie basée sur une modification de la composition ethnique de la province (recolonisée par les réfugiés serbes de Croatie et de Bosnie) et un partage ethnique des institutions (et de la fiscalité) associée à une défaite politico-militaire de l'UCK ; c) une déstabilisation des pays voisins bases d'intervention des troupes de l'OTAN.

Quels bilans ?

La guerre de l'OTAN n'a pas « empêché », elle a catalysé et dramatiquement facilité le passage du projet nationaliste serbe de nettoyage ethnique du Kosovo à l'acte en lui donnant une « couverture ». Les bombardements ont provoqué un réflexe patriotique en Serbie, consolidant : et non pas affaiblissant : Slobodan Milosevic. Mais en dépit de la perception du Kosovo comme une province serbe et du rejet radical de l'UCK comme « organisation terroriste » légitimant la répression serbe, il n'est pas vrai que la population serbe et monténégrine était mobilisée pour soutenir un « génocide » (la télévision de Belgrade montrait la rencontre Milosevic / Rugova et prétendait que les Albanais fuyaient l'OTAN et non les exactions serbes). Les jeunes n'étaient pas prêts non plus à mourir pour nettoyer ethniquement le Kosovo de sa population albanophone. La violence a été le fait des groupes para-militaires enrôlant un certain nombre de Serbes du Kosovo dont beaucoup ont basculé dans la haine et la violence après le début des bombardements. Les premières désertions dans l'armée, avant même la conclusion des accords, et les bouches qui s'ouvrent parmi les jeunes conscrits indiquent un décalage entre ce pourquoi ils étaient officiellement mobilisés (contre l'OTAN) et les scènes d'atrocités auxquelles ils ont été plus ou moins associés. Le bilan devra être tiré et chiffré. Tous les moyens existent aujourd'hui pour que des enquêtes soient menées au Kosovo sur les crimes commis (notamment les tortures infligées avant la guerre de l'OTAN dans la répression contre les Kosovars). Mais ce faisant c'est à la fois la propagande de Belgrade et celle de l'OTAN qui devront être mises à plat.

Loin de faciliter le renversement de Slobodan Milosevic sur la base d'une clarification politique et d'une critique progressiste de sa politique, la guerre de l'OTAN a plus que jamais brouillé les cartes et rendu encore plus problématique l'émergence d'une opposition cohérente et progressiste. Il revient à la population yougoslave, notamment serbe - et non pas à l'OTAN : de dresser elle-même le bilan final des drames auxquels l'ont conduite la politique de Milosevic. L'inculpation de Milosevic et le conditionnement de l'aide économique poussent bon nombre d'anciens partisans de la « Grande Serbie » à se « blanchir » dans des campagnes « radicales » pour la démission de Milosevic qui tiennent lieu de programme. Ils peuvent s'appuyer sur l'aspiration à la paix et à recevoir des crédits occidentaux pour reconstruire un pays détruit : ainsi que sur les désillusions accumulées envers le régime de Milosevic.

Mais l'amertume envers la politique de l'OTAN est également très profonde, rendant incertains les résultats des élections. La grande masse des réfugiés serbes du Kosovo, de Croatie et de Bosnie risque de fournir la base électorale du Parti radical d'extrême droite. Le protectorat mis en place réaffirme la souveraineté serbe sur le Kosovo et prévoit le retour de l'armée serbe aux frontières : tout en faisant du mark la monnaie officielle. Il est aux antipodes d'un « Kosovo multiethnique et tolérant » qu'il prétend imposer ; et il impose une forme de néo-colonialisme et de présence étrangère massive et corrompante contradictoire avec les aspirations des Kosovars à gérer eux-mêmes le Kosovo. On peut comprendre que les troupes de l'OTAN aient été perçues comme des libérateurs face au joug de Belgrade. Mais elles n'ont pas mis fin : elles ont au contraire aggravé : les tensions entre les communautés ; et elles n'ont pas reconnu : elles visent au contraire à contenir : le droit des peuples à prendre en main leur sort.

La conscience croissante des désastres non avoués de la guerre et de l'imbrication des questions nationales dans l'ensemble de l'Europe balkanique est à l'origine de la proposition du « Pacte de stabilité » signé à Sarajevo le 31 juillet 1999 avec les gouvernements de la région : sauf celui de la Serbie. Il est pour l'instant une coquille vide. Les aides à la reconstruction des pays dévastés par cette guerre sont la moindre des réparations exigibles. Mais elles ne doivent pas être conditionnées à des politiques « d'ajustement structurel » et doivent être soumises à un contrôle public pluraliste : les gouvernements de l'OTAN vont offrir à leurs multinationales les moyens de reconstruire les infrastructures qui ont été détruites par leur guerre. Comme en Bosnie et ailleurs dans l'univers libéral, les pots-de-vins pour remporter les contrats de privatisation vont accompagner ce « Pacte » aux objectifs de « stabilisation » qui seront contredits par la logique socialement désagrégatrice et la politique d'austérité sociale de la construction européenne libérale. C'est à cette logique-là qu'il s'agit de s'opposer à l'échelle de tout le continent, en développant des liens de solidarité « par en bas ».